

Ce lundi 10 octobre 2022, à l'occasion de la venue du Président de la République en Mayenne, la FSU 53 a rencontré en visioconférence la conseillère éducation du Président : Mme Anne LAUDE. 4 points étaient mis à l'ordre du jour : la réforme voie professionnelle ; les AESH ; les Coûts énergétiques des établissements scolaires ; les examens et la date des épreuves de spécialités en terminale.

La FSU 53 était représentée par Laurent THORAVAL, secrétaire départemental de la FSU 53 et Yoann VIGNER, co-secrétaire régional du SNETAP-FSU.

Concernant les AESH, nous avons commencé par un rappel cas local en Mayenne où le manque structurel de personnels administratifs pour gérer l'ensemble des AESH, doublé en ce moment d'arrêt de travail de 2 collègues conduit au retard en série de paiements et d'établissement des contrats. Au-delà du cas local, nous avons rappelé les difficultés de paiement des salaires, des indemnités compensatrices, de la CSG et même des frais de déplacement. Nous avons également insisté sur l'aspect pédagogique des missions des AESH, de leur inscription dans l'équipe éducative et la nécessité de leur ouvrir un statut de fonctionnaire. Enfin, nous sommes revenus sur les grilles salariales, obsolètes avec le renchérissement de la vie et les augmentations du SMIC. Depuis le mois de Mai, l'indice plancher est à l'INM 352 pour les 2ers échelons de la grille. C'est ce point qui a paru surprendre notre interlocutrice qui a dit prendre bonne note et ne pas comprendre cette lenteur de refonte de ces grilles. Un bon point pour les collègues ? On espère.

Pour ce qui est du coût énergétique et de son augmentation dans le contexte international et national que l'on connaît, nous avons dénoncé l'absence d'action de l'État et rappelé notre opposition aux initiatives de diverses collectivités pour s'immiscer dans le pédagogique pour gérer la hausse des coûts des fluides (exemple des Hauts de France qui prévoit de fermer les lycées agricoles le vendredi et de mettre élèves et professeurs en télétravail !!).

Nous avons réclamé une politique ambitieuse de rénovation des établissements. L'État doit intervenir pour sécuriser les établissements et pas au détriment des élèves. A cela, la conseillère du Président a rappelé l'existence de négociations à l'échelle européenne pour connaître (limiter?) le coût des fluides. « Oui c'est une difficulté scrutée au plus près »...et donc rien de précis. Rien sur la rénovation des établissements.

Enfin, nous avons tenu à aborder les épreuves de spécialité placées au mois de mars pour les baccalauréats généraux et technologiques. Au rappel de notre position sur l'incohérence d'un tel schéma d'évaluation, la conseillère nous a répondu que cela se faisait, aussi, à la demande des élèves, pour que les résultats soient pris en compte pour parcoursup. Là, une vraie différence « idéologique »

La voie professionnelle a constitué un temps long (20 minutes) de l'échange. Pour la FSU et ses syndicats, c'est un NON catégorique au projet MACRON. Il représente, pour nous un danger pour les lycées professionnels. Nous avons rappelé que l'augmentation du temps en entreprise remet en cause toute la formation professionnelle réalisée en matières professionnelles en classe et sur les plateaux techniques et ateliers technologiques ou exploitations agricoles d'établissement. Quel mépris. Comment comprendre une telle réforme, alors, que nos élèves ont parfois (souvent?) des difficultés pour trouver des stages. En ce qui concerne les cartes scolaires qui doivent devenir plus agiles...nous avons dit plutôt plus complètes car nombre d'élèves, parfois peu mobiles renoncent à des formations trop lointaines. Dans nos régions de l'ouest, les cartes scolaires indigentes, dans certaines filières, favorisent les lycées privés. Pour ces cartes de formations, nous avons émis le souhait d'être des acteurs et non de simples invités sur strapontins dans les CREFOP.

Enfin, avons relevé l'incohérence du projet gouvernemental, d'autant plus au Ministère de l'Agriculture qui est déjà en train de faire évoluer ses formations professionnelles...Une réforme en écrase une autre ! Un enseignement agricole (et maritime d'ailleurs) qui semblent les grands oubliés de la concertation. Au final, une vraie différence politique (nous ne fûmes pas surpris), une volonté assumée d'un adéquationnisme entre formation et territoire, selon nous impossible au regard de la mobilité mais aussi des envies et de devenir personnel en terme d'épanouissement de nos élèves. Cette vue ne trouvant pas prise semble-t-il dans cette pure gestion comptable des prolétaires.

Un dialogue courtois mais clairement sans ouverture aucune pour reconnaître que la politique éducative choisie par le gouvernement va dans le mur et qui renforce notre volonté et la nécessité de la mobilisation le 18 octobre prochain pour réclamer le retrait du projet MACRON !